Burundi : Message de la conférence de l’opposition interdite par la police

@rib News, 19/09/2010MOT LIMINAIRE Dâ€™UNE CONFERENCE DE PRESSE ORGANISEE PAR LAÂ COALITION ADC-IKIBIRI EN DATE DU 17 SEPTEMBRE 2010 SUR LA SITUATION POLITICO-SECURITAIRE QUI PREVAUT DANS LE PAYS.ThÃ¨me centralÂ : De la santÃ© politico - sÃ©curitaireÂ au lendemain des Ã©lections de 2010Â Nous animons la prÃ©se confÃ©rence de presse dans le contexte dâ€™un environnement politico-sÃ©curitaire trÃ¨s tendu qui risque de mettre un terme aux efforts consentis par le peuple Burundais et la communautÃ© internationale depuis bientÃ´t 17 ans.En effet, la Coalition ADC-IKIBIRI lâ€™avait prÃ©dit dans sa confÃ©rence de presse du 2 septembre 2010 intitulÃ©eÂ : Â«Â La grave contradiction e le discours du PrÃ©sident du pouvoir en place lors de son Investiture et les Ã©vÃ©nements sociopolitiquesÂ en coursÂ au BurundiÂ Â». Des signes qui ne trompent pas sont dÃ©jÃ lÃ .
Tout remonte aux Ã©lections communales du 24 Mai 2010 oÃ¹ les parts politiques qui fonderont quelques temps aprÃ¨s la Coalition ADC-IKIBIRI constatent que tout Ã©tait mis en place pour truquer les Ã©lections. Le recensement gÃ©nÃ©ral, le Code Ã©lectoral, lâ€™organisation matÃ©rielle et technique des Ã©lections, le dÃ©roulement des Ã©lections montrent Ã suffisance c cÃ´tÃ© le parti au pouvoir et de lâ€™autre la CENI, les Ã©lections de 2010Â compromettaient mÃªme lâ€™essence dâ€™une digne. Lâ€™usage de la force, le recours aux biens de lâ€™Etat sous la complicitÃ© de la CENI, la corruption, le refus du perdie nos mandataires pour les fatiguer, les corrompre et les intimider sont entre autres des Ã©lÃ©ments qui corroborent notre thÃ¨se.AprÃ¨s ce constat, des partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRI crient aux irrÃ©gularitÃ©s et aux fraudes massives et se retirent de la course Ã©lectorale. Les observateurs nationaux et internationaux rÃ©futent cette assertion et affirment le contraire, ce qui a constituÃ© une paume de discorde entre les observateurs et les partis de lâ€™ADC-IKIBIRI.Les Ã©lections qui ont suivi (les prÃ©sidentielles et lÃ©gislatives) ont Ã©tÃ© marquÃ©es par les mÃªmes tares et une participation minimale de la population inscrite au rÃ´le. Tout compte fait, lâ€™opinion nationale et les observateurs sont tÃ©moins quâ€™en dehors de toute manipulation des chiffres, au moins 50% des inscrits nâ€™ont pas participÃ© au vote ou ont votÃ© non, ce qui confÃ¨re aux Partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRI un crÃ©dit politique important.Au lieu de comprendre et dâ€™intÃ©gr un tel message, le pouvoir de NKURUNZIZA a sorti des griffes pour faire taire lâ€™opposition mais en vain. Par contre il sâ€™e adjoint des petits partis politiquementÂ en panne rÃ©unis dans CELAT pour crÃ©er un faux front et tromper lâ€™opinion.DÃ¨s lors, des menaces se multiplient sur les partis et leaders de lâ€™ADC-IKIBIRI et aboutiront au dÃ©part forcÃ© dâ€™Agathon RWASA, de LÃ©onard NYANGOMA et dâ€™Alexis SINDUHIJE.Sur terrain, on constate la multiplication des tueries massives, des arrestations et des emprisonnements arbitraires dans plusieurs provinces du pays, les plus citÃ©es Ã©tant BUBANZA, CIBITOKE, BUJUMBURA, MAIRIE, KAYANZA, NGOZI, RUYIGI et MUYINGA. Toutes ces personnes arrÃªtÃ©es, tuÃ©es ou emprisonnÃ©es, selon les pouvoirs publics, le seraient essentiellement pour des raisons de propriÃ©tÃ©s fonciÃ¨res et de la simple criminalitÃ©. Les enquÃªtes menÃ©es ici et lÃ prouvent quâ€™au moinsÂ 2/3 des personnes tuÃ©es, arrÃªtÃ©es et emprisonnÃ©es sont des militants des partis membres de la Coalition ADC-IKIBIRI. Sur ce plan, il est clair que la stratÃ©gie est de maintenir le peuple dans la panique, dans une situation de terreur, de ni paix ni guerre et de lâ€™empÃªcher de prendre conscience desÂ manquements graves de ce pouvoir.Mais, nous notons, Ã propos de cette insÃ©curitÃ©, des considÃ©rations diffÃ©rentes. Dâ€™aucuns parlent dâ€™une rÃ©bellion en gestation, dâ€™autres, surtout les pouvoirs publics groupes de bandits et de criminels tandis que dans le Journal IWACU, on dit que sur la question, le PrÃ©sident NKURUNZIZA et le Ministre de la DÃ©fense seraient Ã couteaux tirÃ©s, le premier voulant dÃ©crÃ©ter lâ€™Ã©tat dâ€™urgen Ã©craserÂ la soi-disante rÃ©bellion et le secondÂ quant Ã lui, sâ€™opposantÂ pour autant quâ€™aucune position militaire n jamaisÂ Ã©tÃ© attaquÃ©e.Bien entendu, pour ce genre dâ€™information, la position du Gouvernement se comprend pour auta que lâ€™ambition du PrÃ©sident du RÃ©gime en place est de convaincre le monde que le Burundi nâ€™est plus en phase pos conflit maisÂ plutÃ´t en phase de dÃ©veloppement dâ€™oÃ¹ le plan de chasserÂ le BINUB pour le rÃ©duire Ã un simple bure dâ€™observation et Ã©viter un tÃ©moin gÃªnant quant aux lourdes consÃ©quences de la dÃ©rive totalitaire de son parti et de s pouvoir. Notons que le BINUB a pour mission la consolidation de la paix au BurundiUne telle situation ne manque pas dâ€™inquiÃ©ter nos militants car, selon les tenants duÂ pouvoir en place, le premierÂ Â crÃ©pitement dâ€™arme serait suivi d ratissage sans pitiÃ© des membres de lâ€™ADC-IKIBIRI.Cependant, la politique que nous menons porte des fruits Ã propos. En rÃ©affirmant notre volontÃ© de vouloir mener la lutte politique pacifique, nous rÃ©ussissons Ã attÃ©nuer cette accusation gratuiteÂ de la Coalition ADC-IKIBIRI en proposant des solutionsÂ rÃ©alistes Ã la gestion de la crise actuelle.Face Ã cette situation si explosive, les partis membres de lâ€™ADC-IKIBIRI constatent queÂ : -Â Â Â Â Â Â Â Â Le Burundi qui Ã©tait consid un modÃ¨le de la dÃ©mocratie et de rÃ©solution pacifique des conflits dans la RÃ©gion des Grands Lacs risque de constituer un foyer de tension et une source de dÃ©stabilisation de la sous-rÃ©gion qui, somme toute, est en Ã©bullitionÂ ;-Â Â Â Â Â Â Â tueries sÃ©lectives et massives des citoyens innocents, les exils forcÃ©s, les disparitions dâ€™une catÃ©gorie de la population les arrestations arbitraires, les jugements et les emprisonnements abusifs, les tracasseries judiciaires, la crÃ©ation et lâ€™entretien des ailes dissidentes des partis politiques, particuliÃ¨rement ceux de lâ€™ADC-IKIBIRI, constituent des tÃ©moignages assez Ã©loquents que le rÃ©gime en place est issu des Ã©lections truquÃ©esÂ ; -Â Â Â Â Â Â Â Â Les rÃ©flex et de la rÃ©pression aveugle ne sont pas encore disparus au BurundiÂ ;-Â Â Â Â Â Â Â Â La dictature et la rÃ©pression aveugl citoyens qui revendiquent leurs droits et libertÃ©s, le refus dâ€™un dialogue franc et sincÃ¨re avec les partenaires politiques, sociaux et moraux risquent de replonger le Burundi dans des cycles de violenceÂ ;-Â Â Â Â Â Â Â Â Cette situation risque dâ€™ sâ€™aggravant au fur et Ã mesure que le rÃ©gime en place et la communautÃ© internationale continuent Ã sâ€™Ã©loigner d principes moteurs nÃ©gociÃ©s Ã Arusha pour la gestion et la stabilitÃ© du paysÂ ; Lâ€™entretien dâ€™un Forum Permanent d politiques non fonctionnel, devenu tribune par excellence des ailes dissidentes des partis membres de lâ€™ADC-IKIBIRI constitue un danger pour la Nation et la dÃ©mocratie et de ce fait contribue Ã lâ€™aggravation de la crise politique en cours. Par consÃ©quent les partis de lâ€™ADC-IKIBIRI annoncent officiellement quâ€™ils suspendent leur participation au Forum de Dialogue Permanent des Parti Politiques jusquâ€™Ã nouvel ordre et demandent aux partenaires dudit Forum dâ€™arrÃªter de continuer Ã appuyer financiÃ¨rement et matÃ©riellement un Forum qui nâ€™a honorÃ© aucune de ses missions, un Forum diri par le Ministre de lâ€™IntÃ©rieur en violation de lâ€™article 80 de la Constitution de la RÃ©publique du Burundi, un Forum con

des dissidents des partis politiques.Pour sortir de cet engrenage, les partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRI proposent le schÃ©ma suivantÂ :Engager un dialogue franc et sincÃ¨re avec les forces politiques, sociales et morales pour rÃ©duire les tensions et crÃ©er un environnement favorable Ã Â la paix, Ã la rÃ©conciliationÂ et la cohabitation pacifiqueÂ ;Cr des conditions favorables au retour des leaders en exil forcÃ©Â ;Â Retrouver les disparus et mettre fin au phÃ©nomÃ¨ne desÂ disparitions ;Mettre un terme au harcÃ¨lement des leaders et des militants des partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRIÂ ainsi quâ€™aux leaders dâ€™opinion;LaisserÂ Ã lâ€™ADC-IKIBIRI, lâ€™espace politique commeÂ opposition extra parlementaireÂ :Renoncer aux pratiques de division des partis politiques par la crÃ©ation des ailesÂ ; RÃ©tablir le parti FNL dans ses droits. Il ne pourrait plus y avoir de prÃ©texte car, le Ministre de lâ€™intÃ©rieur Edouard NDUWIMANA qui prÃ©tenda Ãªtre dÃ©missionnaire et qui connaÃ®t bien le dossier est revenu en force Ã la tÃªte du mÃªme MinistÃ¨re. Nous demandons au PrÃ©sident du pouvoir en place de faire suite Ã la correspondance lui adressÃ©e par le leader du parti FNL, Agathon RWASA pour quâ€™il ne doive faire recours aux instances internationales compÃ©tentes en la matiÃ¨re. Ce serait une honte pour notre paysPunir de maniÃ¨re exemplaire les auteurs des crimes Ã©noncÃ©s ci-dessusÂ ;RÃ©flÃ©chir ensemble avec la CommunautÃ© Internationale sur la part de lâ€™opposition extra-parlementaire dans lâ€™encadrement de la population. Les P de lâ€™ADC-IKIBIRI restent dÃ©posÃ©s Ã tout dialogue franc et sincÃ¨re susceptible de remettre le Burundi sur la voie du dialogue, de la dÃ©mocratie et de la rÃ©conciliation. Les partis de lâ€™ADC-IKIBIRI tiennent Ã rappeler une fois de plus, quâ€ se sentent pas liÃ©s aux institutions issues des Ã©lections truquÃ©es et qui plus continuent Ã sombrer dans les pratiques dâ€™exclusion, de violences, dâ€™intimidation et de terrorisme.En consÃ©quence, les Partis membres de lâ€™ADC-IKIBIRI s contre certains mÃ©dias qui tentent de manipuler lâ€™opinion en accrÃ©ditant lâ€™hypothÃ¨se selon laquelle les partis de lâ€™ IKIBIRI auraient reconnu les institutions issues des Ã©lections truquÃ©es Les partis politiques de lâ€™ADC-IKIBIRI Tiennent pour responsables le parti CNDD-FDD et le rÃ©gime qui en est issu, des lourdes consÃ©quences qui dÃ©couleront de cette situation de confusion, dâ€™anarchie et de chaos entretenue Ã dessein pour des intÃ©rÃªts sectaires inavouÃ©sÂ ;Demanden parti CNDD-FDD de se souvenir des mobiles qui ontÂ Ã©tÃ© Ã lâ€™origine de sa crÃ©ation et des mÃ©canismes qui ont perm intÃ©gration dans les institutions de lâ€™Etat.Â Demandent au peuple Burundais de rester calme et serein et rÃ©sister Ã toute sollicitation tendant Ã les diviser encore une fois en groupes antagonistes.Demandent aux Nations Unies et particuliÃ¨rement aux bailleurs de fonds de ne pas continuer Ã cautionner le retour dâ€™un monopartisme de fait au Burundi, le retour dâ€™un rÃ©gime dictatorial contraires Ã lâ€™instaurationÂ dâ€™un Etat de droit, dâ€™un Etat dÃ©mocratique, dâ€ Ã©quitable au Burundi.Demandent Ã la CommunautÃ© Internationale, Ã la RÃ©gion et plus particuliÃ¨rement Ã la facilitation dans les conflits inter-burundais de redoubler de vigilance pour Ã©viter que le Burundi ne soit Ã nouveau le thÃ©Ã¢tre des violences et le dÃ©part de la dÃ©stabilisation de la rÃ©gion des Grands Lacs Nous vous remercions